



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/02/2018

Publication : 06/02/2018

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2018.01/04

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 29 janvier 2018

| | |
|--|----|
| Nombre de Conseillers d'après la Loi | 33 |
| Nombre de Conseillers en exercice | 33 |
| Nombre de Conseillers présents | 27 |
| Nombre de Pouvoirs | 6 |
| Nombre de Votants | 33 |

Extrait de la délibération affiché le **02 février 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **29 janvier** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 janvier, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir D.05), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Stéphanie **ONFROY**, Franck **DORAY** (à partir D.20), Liliane **HIPPET**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Dominique **THINNES** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Marie-Paule **DESHAYES**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Juliette **LOZACH** donne pouvoir à Stéphanie **ONFROY**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 29 janvier 2018

2018.01/04

RESSOURCES HUMAINES - AUTORISATION DE RECRUTER UN AGENT NON TITULAIRE EN L'ABSENCE DE FONCTIONNAIRES SUSCEPTIBLES D'EXERCER LES FONCTIONS CORRESPONDANTES (POSTE DE RESPONSABLE DE RÉSIDENCE AUTONOMIE EAU-VIVE)

Madame Patricia DUVAL, Adjointe au Maire

Afin d'assurer la gestion d'une résidence autonomie composée d'une soixantaine de résidents tout en supervisant l'ensemble des activités telles que la gestion des équipes, l'accompagnement des publics, l'animation sociale, la gestion des aspects techniques ainsi que la restauration et l'entretien, il est nécessaire de recruter sur ce poste à temps complet qui, dans l'hypothèse où il ne pourrait être pourvu par un fonctionnaire ou un lauréat de concours, pourrait l'être par un agent contractuel sous réserve d'y être autorisé par délibération.

Placé sous l'autorité directe du Responsable du CCAS et du Directeur Général Adjoint en charge du Département « Services aux Usagers », les fonctions du Responsable de Résidence Autonomie relevant du cadre d'emplois des Assistants socio-éducatifs territoriaux seront les suivantes :

- ↳ Accompagnement social des résidents
- ↳ Sécurisation des biens et des personnes
- ↳ Management et organisation de la résidence
- ↳ Définition et/ou écriture de l'ensemble des procédures internes à la résidence

Au regard de ces missions, le profil recherché devra détenir un diplôme d'Etat d'Infirmier justifiant d'une expérience en gérontologie et coordination sanitaire et sociale,

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le budget de l'exercice 2018,

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

CONSIDERANT

- Que pour permettre la gestion d'une résidence autonomie, il est nécessaire de recruter sur le poste de Responsable de Résidence Autonomie suite à sa création,
- Qu'il est possible de recruter, en cas de recherche infructueuse de candidats titulaires de la fonction publique territoriale sous la forme contractuelle, en application de l'article 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale, sur le grade d'Assistant socio éducatif,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'autoriser Monsieur le Maire, en l'absence de candidatures statutaires, à recruter sous la forme contractuelle, un Assistant socio-éducatif à temps complet à compter du 01/02/2018 et à signer le contrat :
- Qui sera établi, en application de l'article 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, pour une durée de 1 an, pour faire face temporairement à la vacance de ces emplois qui ne peuvent être immédiatement pourvus dans les conditions statutaires.
- Et dont la rémunération sera fixée, par référence à l'indice brut 486, indice majoré 461 (9^{ème} échelon du grade d'Assistant socio éducatif), correspondant pour un temps complet à un salaire brut mensuel de 2 181,85 € (traitement de base + indemnité de résidence), à laquelle s'ajoute le supplément familial de traitement le cas échéant.

Imputation budgétaire

Exercice 2018

Budget Principal

Sous-fonctions et rubriques : 61

Nature et intitulé : 64131 Personnel non titulaire, rémunérations

Montant de la dépense : 2 181,85 €

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire



